

Le vaccin n'est pas un bien commun

 alternatives-économiques.fr/christian-chavagneux/vaccin-nest-un-bien-commun/00095154

Chronique

14/01/2021

Christian Chavagneux Editorialiste

Il n'est pas difficile de connaître dès maintenant la personnalité de l'année 2021 : ce sera le vaccin anti-Covid ! On attendait quelqu'un de sympathique, une sorte de bienfaiteur de l'humanité. Il se révèle le fruit d'arrière-pensées et de combats économiques, doublé de quelques parents cupides.



Pourtant, début mai, quand l'Europe était encore coincée dans son premier confinement, ses dirigeants nous promettaient un monde merveilleux. Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, Charles Michel, le président du Conseil européen et Giuseppe Conte, Emmanuel Macron, Angela Merkel et la norvégienne Erna Solberg signaient un texte commun plein d'espoirs sur les vaccins à venir : « *Il s'agira alors d'un bien public mondial unique du XXI^e siècle* » et le président français d'ajouter qu'il serait « *un bien mondial de l'humanité, et pas la propriété de l'un ou l'autre* ». Huit mois plus tard, c'est une tout autre réalité qui s'impose.

Les instincts cupides

Un chiffre pourrait résumer ce qui se passe en ce moment : selon le dernier bilan au 6 janvier de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), pas moins de 235 vaccins sont en cours de recherche. Et pas seulement pour les beautés de la science !

Un grand gâchis d'argent car il n'y aura pas de place pour autant de produits, les premiers laboratoires remportant la mise dès les premiers mois de cette année. Mais les candidats ont été nombreux à se lancer dans la course : inventer un bien dont la planète entière a besoin et payé en partie par l'argent public, l'économie de marché ne peut pas faire mieux !

L'exemple le plus criant en est donné par Stéphane Bancel, le patron de Moderna, lorsque, dans son interview récente à l'Express, il tente de justifier la raison pour laquelle le prix de son vaccin est beaucoup plus cher que celui de BioNtech, de l'ordre de 20-30 dollars la dose selon les différentes estimations : « *Nous ne voulons pas maximiser le profit ni le prix de vente, mais je veux rendre l'entreprise Moderna pérenne.* » En clair, ne nous plaignez pas, j'aurais pu demander plus cher mais il faut quand même que ça rapporte !

C'est le business model de ces entreprises de biotechnologie que d'investir en attendant le produit miracle qui va leur faire gagner beaucoup d'argent. Comme le précise Stéphane Bancel : « Depuis la création de l'entreprise il y a dix ans, nous avons investi près de 3 milliards de dollars et nous n'avons jamais vendu un seul produit ni obtenu le moindre centime de résultat. Il était important de générer du cash pour continuer à investir et à développer d'autres vaccins, d'autres traitements. »

Y compris s'il s'agit de répondre à une pandémie mondiale, y compris, souligne cette information de la BBC, quand le travail de Moderna a été payé par de l'argent public : rentabilité maximale !

Même s'il reste des zones d'ombre à lever, la stratégie tarifaire d'AstraZeneca, appuyée sur les découvertes du Jenner Institute de l'université d'Oxford, vise des ventes à prix coûtant, à quelques dollars la dose, mais sur un large volume. Un comportement moins cupide a priori.

La guerre des Etats

Les Etats ne se sont pas non plus comportés de telle sorte à faire émerger un bien commun mondial. Chacun a plutôt voulu s'assurer que le vaccin serait d'abord produit sur son territoire. La Chine a développé les siens et la Russie également. Les Etats-Unis ont accordé la majorité de leurs subsides publics à Moderna, une entreprise américaine. D'après les analystes de la Deutsche Bank, les Américains ont également payé pour Pfizer et ont pris une assurance avec des commandes auprès de Sanofi.

┆ Sous les mots tendres des biens communs, les dirigeants européens ont bien compris qu'ils étaient lancés dans une guerre économique !

De leur côté, les Européens ont donné la priorité aux labos et start-up locaux : 300 millions de doses commandées fin août à AstraZeneca (production en Allemagne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni), 300 millions de doses mi-septembre à Sanofi (France et Europe), 200 millions début octobre pour la branche européenne de Janssen, 200 millions le 11 novembre pour le vaccin allemand de BioNTech (plus 200 millions en ce mois de janvier), et seulement fin novembre et mi-décembre pour des commandes, plus faibles, auprès des Américains Moderna et Novavax. Sous les mots tendres des biens communs, les dirigeants européens ont bien compris qu'ils étaient lancés dans une guerre économique !

Des considérations purement politiques ont également été présentes chez certains pays : la Hongrie tentant de s'approvisionner auprès des Russes pour ne pas dépendre des procédures d'une Union européenne qui dénonce ses atteintes à l'Etat de droit ; ou l'Iran, qui préfère utiliser le vaccin mis au point à Cuba.

Après l'initiative Covax en leur faveur, on ne sait pas aujourd'hui comment et à quel prix les pays les plus pauvres pourront avoir accès aux vaccins.

Même avec une pandémie menaçant l'ensemble de l'humanité, l'esprit de concurrence l'emporte sur l'esprit de coopération. Après des économies bloquées, des centaines de millions d'emplois perdus, une montée des inégalités et 2 millions de morts, *l'hubris* l'emporte. L'économie de marché ne fait pas de sentiment.